

Sawsan Awada-Jalu ■ Christian Bigaut ■ Jean-Luc Bœuf ■ Jacques Caillousse ■ Didier Deschamps ■ Olivier Dubosc ■ Renaud Epstein ■ Thierry Germain ■ Frédéric Gilli ■ Fati Ibrahim ■ Arnaud Lafont ■ Philippe Laurent ■ Frédéric Lefret ■ Pierre Mansat ■ Jean-Pierre Orfeuil ■ Jérémie Peltier ■ Damien Robert ■ Michaël Silly ■ Philippe Simay ■ Christophe Soullez ■ Aurélia Troupel ■ Stéphane Troussel ■ Béatrice Watteel ■ Marc Wiel

Trimestriel N°97 II/2013 (juillet)

Pouvoirs Locaux

LES CAHIERS DE LA DÉCENTRALISATION



Politiques urbaines
**Gouverner
par les honneurs**



Droit et administration territoriale
**La fabrique
de la différenciation**

Paris

Ville-monde

Quel horizon métropolitain ?

ISBN 978-2-909872-73-5 - 20,00€



9 782909 872735

Le Grand Paris des Grands Parisiens

Au quotidien, les Grands Parisiens partagent un territoire métropolitain élargi. Confrontés aux décalages entre les réalités vécues et les décisions discutées, ils espèrent des évolutions rapides pour que la métropole se concrétise. Ils attendent que leurs élus s'engagent. S'ils se revendiquent habitants de toute la Métropole, ils sont autant attachés à leur identité locale. Ils pressentent que construire une métropole qui concilie qualité de vie et développement, attractivité et confort, diversité et solidarité demandera beaucoup de travail. Ils souhaitent que leur voix compte dans cette histoire.

Partout en Île-de-France, les enquêtes sur le devenir de chaque territoire font ressortir le Grand Paris comme un enjeu structurant des débats locaux : est-ce qu'on en est ou pas ? Est-ce que cela va tirer les territoires vers le haut ou est-ce que cela va les dissoudre ? Le consensus qui émerge est que le Grand Paris peut être une opportunité extraordinaire pour les franciliens à condition d'être négocié correctement. Pour chaque territoire, cela pose la question de son positionnement et des enjeux auxquels il va être confronté dans les années à venir. Cela pose aussi une question à l'échelle métropolitaine : qu'est-ce que veut dire, aujourd'hui, être Grand Parisien ? Au-delà des statistiques, quelle est la représentation du territoire métropolitain portée par les habitants et autour de quels enjeux se structure-t-elle ? Quels enseignements peut-on en tirer ?¹

Paris n'est pas un ennemi, nous sommes tous métropolitains

Où qu'ils soient dans la région parisienne, à Paris, en première couronne ou en grande couronne, à l'Est ou à l'Ouest, les habitants rencontrés partagent les mêmes préoccupations et un même territoire dont Paris est le centre. Où que l'on vive dans la métropole, on la pratique, on la traverse, on s'en fait une idée et tous appartiennent à la région parisienne: Paris, la « métropole », la « région », « franciliens », etc. Ils disent partager un espace et un destin commun et affirment en même temps un attachement fort à leurs identités locales.

Le premier élément qui ressort est donc l'adhésion très puissante à l'idée du Grand Paris. Spontanément c'est le cadre dans lequel les habitants pensent l'avenir de leurs territoires. Ils se projettent à l'échelle métropolitaine et formulent les enjeux stratégiques de la région parisienne qui traversent ce territoire.

Une fois le fait métropolitain posé, les relations entre les territoires et entre les métropolitains eux-mêmes est un sujet de débat : comment préserver les

identités locales tout en bénéficiant de la métropole ? La métropole doit désormais se penser avec le point de vue de ses périphéries et cela représente une rupture avec les approches antérieures, totalement dominées par Paris.

Trois axes forts structurent le rapport des grands Parisiens à la métropole.

Fierté d'être « Grands Parisiens »

La fierté d'être dans la région parisienne ressort de toutes les enquêtes. Les habitants se sont déjà appropriés le territoire métropolitain. Cela peut se traduire par le sentiment d'appartenir déjà au Grand Paris et cela est revendiqué, car Paris est le patrimoine commun des Franciliens.

Paris est le cœur de la métropole, c'est la ville qui contribue à donner son image de marque à la métropole : les habitants revendiquent le fait d'appartenir à la métropole lumière : « Paris, c'est la ville de tout le monde, ce n'est pas la ville des Parisiens », dit un habitant de Vitry.

par
FRÉDÉRIC GILLI,
chercheur au pôle
Ville de Sciences Po
et directeur Associé
de l'agence Campana
Eleb Sablic

Les métropolitains disent que même s'ils refusaient cette étiquette de « parisiens », elle leur est assignée par les représentations des gens extérieurs à la région, notamment par les provinciaux.

En pratique, ce sentiment d'appartenance se traduit par une identité « supplémentaire » : les gens se disent « en plus » de Paris et fréquentent Paris « en plus » de leur territoire.

Ce cumul d'identités tient au fait que Paris et la vie parisienne sont perçus comme différents des réalités de la banlieue. Paris représente les emplois, les sorties, les loisirs, etc. quand la « banlieue » reste associée à un territoire plus résidentiel. Même si les habitants identifient de très nombreuses richesses hors de Paris, même s'ils disent que Paris ne serait rien sans les habitants et l'économie de la banlieue, ils ont tendance à distinguer Paris et la banlieue : le périphérique reste une frontière physique et symbolique très puissante.

Il est associé à une rupture dans les rythmes de vie, dans la qualité des services qui est perçue par les habitants. Il y a comme un partage du territoire entre Paris et le cœur de la région (qui sont actifs) et des territoires plus confortables (ou plus déserts selon les gens). Assez symboliquement, la Défense est souvent associée à « Paris » qui dépasse donc les limites administratives de la ville de Paris.

Certains habitants, notamment de grande banlieue, nuancent l'intensité de leur rapport à la capitale. La revendication d'une « identité banlieusarde » est apparue à plusieurs reprises. Elle ne s'exprime pas par un refus du « Grand Paris » mais par une demande spécifique de considérer la place des territoires « non parisiens » dans l'identité et le destin partagé de la métropole.

L'importance des territoires dans la métropole

Les personnes rencontrées sont assez naturellement très attachées à leur territoire. La banlieue étant positivement associée au local et au confortable : un lieu où l'on peut se ressourcer au calme tout en profitant de la proximité de Paris.

La complémentarité entre leur lien de vie et la métropole apparaît souvent comme un équilibre entre confort et dynamisme. Un habitant de la confluence Seine-Oise dit ainsi habiter « un petit paradis d'Île-de-France », au calme et à 20 km de Paris, avec la capitale et la tranquillité, les emplois et un grand logement.

Chaque territoire présente ainsi des singularités qu'il est important de préserver, car c'est cette diversité de patrimoines, d'identités locales qui fait la richesse humaine du Grand Paris. « La banlieue,

c'est quelque chose de miraculeux, il y a de la lumière dedans ; il y a des avocats, des médecins, des docteurs, des cinéastes... il ne faut pas critiquer la banlieue parce que Paris vient toujours à nous. Derrière notre dos, c'est Paris qui est collé », s'enthousiasme un habitant d'Enghien.

Ces identités locales renvoient aussi à des façons de vivre, d'habiter qui pourraient être menacées par l'intégration dans la métropole. Une inquiétude s'exprime ainsi dans des territoires qui ont mené des politiques sociales volontaristes, que le Grand Paris ne dissolve ces acquis, soit en noyant ces territoires, soit en ouvrant les actuels de ces choix de long terme aux habitants de communes voisines ayant mené des politiques plus restrictives. « Il est évident que lorsque ce sera le Grand Paris, les élus locaux n'auront plus leur mot à dire, même pour l'attribution des logements qu'ils ont construit. En 80 ans de gestion populaire, Malakoff a accumulé des biens colossaux qui vont être tous spoliés » s'inquiète un habitant.

Les habitants n'imaginent donc pas une disparition de leur identité locale. La métropole telle qu'ils l'esquissent est multipolaire, multi-contours et doit permettre la construction d'identités multiples.

L'ouverture à la métropole doit donc s'accompagner de précautions : les territoires sont ensemble, mais ils sont aussi en concurrence et doivent préserver et valoriser leurs richesses. La valorisation des territoires de banlieue n'est donc pas simplement une logique de clocher : les métropolitains revendiquent la richesse de la banlieue. Mais c'est aussi un défi pour la métropole qui ne fonctionne pas aujourd'hui correctement et qui ne permet pas d'exploiter pleinement ces potentialités.

Pour beaucoup, ces richesses sont aujourd'hui en partie sous-valorisées parce que le cadre local ne permet pas de les valoriser. Cela peut-être lié à des questions d'image, d'institutions ou de capacité à se déplacer et se rencontrer mais dans tous les cas, le constat est qu'aujourd'hui la situation empêche certains territoires de banlieue de faire pleinement valoir leurs richesses.

Frontières et relations entre territoires : pratiques complexes et multi-appartenance

Si les habitants ont « Paris » en partage, il y a donc une sensation aiguë des différences entre les territoires composant la métropole. Le rapport des habitants aux frontières qui peuvent traverser cette métropole est toutefois ambivalent : d'un côté, ils trouvent qu'il y a trop de frontières alors que « Paris et la banlieue, c'est la même chose » ; d'un autre côté, ces frontières



Crédit photo: Beboy-Fotolia.com

La première des distinctions est celle que les habitants font entre Paris et la métropole. Paris, qu'ils fréquentent plutôt exceptionnellement, est à part : c'est synonyme de vie trépidante et un peu stressée quand l'agglomération est plus confortable.

témoignent de l'existence de spécificités locales auxquelles les métropolitains sont attachés. Certains vont même jusqu'à dire que l'existence des frontières est appréciable car elle permet de voyager en restant dans la métropole.

La première des distinctions est celle que les habitants font entre Paris et la métropole. Paris, qu'ils fréquentent plutôt exceptionnellement, est à part : c'est synonyme de vie trépidante et un peu stressée quand l'agglomération est plus confortable.

Ces différences recouvrent des frontières plus profondes : Paris est souvent perçue en opposition à la banlieue à cause des préjugés que les gens observent et déplorent. La question de l'image des territoires est importante pour eux dans la mesure où elle contribue à former et nourrir les barrières entre des territoires dont les habitants disent qu'ils sont en définitive moins différents qu'il n'y paraît. Or ces étiquettes sont mal vécues.

En même temps, tous constatent que « ces différences entre d'un côté Paris et de l'autre la banlieue, se délitent », comme dit une habitante de Paris. La

couverture du périphérique et la crise du logement déplacent les frontières psychologiques : tout parisien sait aujourd'hui qu'il ira un jour de l'autre côté du périphérique et c'est un facteur d'évolution très puissant des représentations portées par les habitants.

Le deuxième enjeu est le rapport entre les différents territoires de l'agglomération. Pour beaucoup, il y a un retard manifeste à combler car les gens vivent « dans le Grand Paris » alors même que celui-ci n'existe pas encore vraiment officiellement.

Au cours des débats, les limites avancées pour la métropole ont été très fluctuantes : Paris a pu être assimilé à Paris *intra muros*, à Paris et les communes limitrophes, jusqu'à la Défense, La première Couronne, la région, la région plus l'Oise... Les habitants se rapportent ainsi moins à un périmètre qu'à un territoire vécu ou un territoire porté par un projet commun avec plusieurs centres possibles. Ce territoire est toujours complexe : il résulte de pratiques quotidiennes qui ne se préoccupent pas des limites administratives et de parcours de vie qui créent des attachements multiples.

L'enjeu pointé par les habitants n'est donc pas de fusionner toutes les identités et tous les territoires dans un grand ensemble mais de faire en sorte que chacun sorte renforcé par la participation à la métropole : l'idée de multi-appartenance et d'identités multiples est très puissamment affirmée : les identités peuvent être multiples et elles ne sont pas incompatibles, au contraire : cette multiplicité d'appartenance est l'essence même de la métropole.

Néanmoins, cette multi-appartenance n'est possible qu'à la condition de pouvoir franchir les barrières. Or, les difficultés de déplacement comme les préjugés dressent des murs entre les habitants.

Si le périphérique sépare les Parisiens des banlieusards, l'accès aux transports pourrait distinguer les métropolitains. Au-delà du périphérique, ils occupent un rôle central dans le maillage de la métropole et, dans une grande mesure, en définissent les contours. Les difficultés à se déplacer entre banlieues caractérisent la marginalité de certains territoires.

C'est aussi un enjeu immatériel : il y a le sentiment d'une asymétrie anormale entre les efforts des banlieusards pour aller vers les parisiens et l'absence de curiosité des parisiens pour leurs voisins *extra muros*. Ce déséquilibre est vécu très profondément par beaucoup d'habitants. Doublé des nombreux préjugés sur leurs territoires et sur eux-mêmes, il nourrit le sentiment d'une véritable injustice : « Ce n'est pas à la banlieue de s'intégrer à Paris, c'est à Paris, aussi, de s'intégrer à sa banlieue », dit ainsi une habitante de grande couronne.

La question du respect de la diversité des territoires n'est donc pas qu'une question économique, elle est une question de : « Est-ce que l'on est reconnu pour ce que nous sommes, ou est-ce que l'on veut nous changer ? Est-ce que l'on a notre place dans le Grand Paris ou est-ce qu'il s'agit de faire, à l'endroit où nous vivons actuellement, une autre ville avec d'autres personnes... » C'est donc une question très politique qui renvoie aux enjeux de déclassement et de relégation pour toute une partie des habitants. Ils ont le sentiment que « la métropole va tous (les) broyer » pour reprendre l'expression d'un habitant de Montreuil. En définitive, ils se sentent exclus des dynamiques en cours : « Le Grand Paris, c'est pour les riches, c'est pas pour nous, c'est pas pour les mecs de banlieue », dit un habitant de Bobigny.

La capitale ne doit donc pas écraser la banlieue car les territoires sont interdépendants : la banlieue est porteuse de valeurs et de richesses à la fois en tant que telle et comme partie intégrante d'un système métropolitain.

Les habitants pointent les inégalités entre banlieues et interrogent le sens d'une métropole qui n'offre pas les mêmes chances à tous.

Des enjeux partagés

Dans la métropole, les écarts de richesse sont profondément ressentis par les habitants. La question des solidarités entre les territoires est donc identifiée comme centrale car il y a une crainte que la dynamique métropolitaine ne renforce encore les inégalités.

Elle va de pair avec la question de la mixité sociale et fonctionnelle : à la différence des années 1960, la question métropolitaine est de construire de vraies villes en banlieue, avec des emplois, des services, des espaces publics, des commerces, en respectant les sites et les paysages... Partout, la banlieue-dortoir est un repoussoir.

Solidarité et inégalités : la ville pour qui ?

Entre Paris et les banlieues mais aussi entre les territoires métropolitains eux-mêmes, l'égalité entre les citoyens de la métropole ressort sous de très nombreux aspects.

L'aspiration profonde des métropolitains à une vie agréable et une ville confortable est affectée par les différences entre territoires. Dans les territoires les plus pauvres, ces écarts de richesse sont directement ressentis par les habitants. Dans les autres, ils sont ressentis par procuration, sous la forme d'un sentiment d'injustice ou d'une menace potentielle pour l'unité de la métropole. Ce sentiment s'exprime très puissamment autour des questions scolaires et des jeunes. « Le souci pour passer cette frontière entre Montreuil et Paris, ce sont les préjugés : il existe un rapport inégalitaire dans l'éducation, dans la perception que l'on peut avoir d'un jeune de banlieue ou d'un jeune de Paris. »

De nombreux habitants expriment ainsi l'idée que si la métropole ne résout pas ce problème d'inégalités entre ses territoires, elle risque de nourrir plus encore les sentiments de marginalisation ou d'exclusion. Au final, c'est l'ensemble des habitants qui risque d'en pâtir.

La métropole est donc vue à la fois comme une chance et comme une menace. C'est la possibilité d'accéder à Paris et à d'autres territoires de la région (pour travailler, pour étudier, pour vivre). En même temps, c'est le risque de voir se généraliser les loyers chers, les routes encombrées, les transports saturés et la marginalisation des jeunes ainsi que la crainte de devoir aller encore plus loin en banlieue, d'être relégué.



Credito photo: parispace-fotolia.com

Si un très fort attachement à leur commune ou leur territoire est repérable dans l'enquête, les métropolitains sont en attente d'évolutions fortes sur la façon dont la métropole s'organise : les habitants aspirent à une métropole dans laquelle les différents territoires de l'agglomération auraient tous les attributs de villes à part entière. Ils demandent de vrais centres, de la mixité dans les activités, des territoires qui ne soient « pas que fonctionnels mais où on puisse habiter vraiment », esquisse une personne, où il y ait toutes les activités qui font une ville.

Cela nourrit un sentiment très ambivalent par rapport aux pratiques de solidarité territoriale. En même temps qu'elles sont reconnues nécessaires, les habitants sont réticents à ce qu'elles se fassent au détriment du peu de quiétude (ou de patrimoine) qu'ils ont réussi à constituer ou à préserver.

Cette crainte est souvent exprimée par les habitants les moins aisés des territoires favorisés : présentant que ce n'est pas dans les centre-villes protégés et sauvegardés que l'essentiel de l'effort de construction ou de mixité sociale se fera, c'est dans leurs quartiers, chez eux que se réglera la question de la solidarité entre les territoires métropolitains. Ce sont ces habitants qui expriment le plus à la fois l'importance de ne pas laisser des territoires entiers à l'abandon et la crainte que cela se fasse au prix de leur propre qualité de vie.

L'idée a ainsi été exprimée à plusieurs reprises que la mixité sera trop coûteuse à imposer si on ne modifie pas la façon de se poser la question. Quelques habitants, notamment à Paris, ont ainsi exprimé le fait que l'enjeu est « (d')attirer les riches en banlieue ».

Ce point de vue rejoint une grande partie des regards portés sur le Grand Paris : il faut en définitive que le centre soit partout dans la métropole ou au moins qu'il y ait un grand nombre de centres.

Construire des villes en banlieue

Si un très fort attachement à leur commune ou leur territoire est repérable dans l'enquête, les métropolitains sont en attente d'évolutions fortes sur la façon dont la métropole s'organise : les habitants aspirent à une métropole dans laquelle les différents territoires de l'agglomération auraient tous les attributs de villes à part entière. Ils demandent de vrais centres, de la mixité dans les activités, des territoires qui ne soient « pas que fonctionnels mais où on puisse habiter vraiment », esquisse une personne, où il y ait toutes les activités qui font une ville.

Dans tous les cas, un très grand nombre d'habitants revendiquent des évolutions lourdes de l'aménagement urbain, du cadre de vie, des transports, des commerces, etc. de manière à faire que la qualité de

vie « de Paris » vienne « en banlieue ». Cela concerne les logements, les emplois, les commerces, les services, les loisirs, les sorties, les heures d'ouverture, les espaces publics, etc.

La qualité de vie est au centre des préoccupations des habitants. La qualité des logements, le nombre

“De nombreux habitants se projettent d'ailleurs dans une perspective intergénérationnelle : ils ont bien compris que le Grand Paris allait entraîner une valorisation foncière importante dans leur ville.”

d'espaces verts ou de services de proximité, le niveau de pollution ou de stress généré par l'environnement urbain font l'ambiance générale et le confort d'un territoire... Une ville confortable est aussi une ville où la culture a sa place, en tant qu'enjeu d'avenir, de formation et de développement personnel et collectif, et où la culture est accessible à tous.

Force est de constater que le compte n'y est pas dans la région parisienne pour de nombreux habitants

qui évoquent le stress, l'insécurité ou la difficulté de toujours devoir dépendre et s'adapter au rythme des transports. Une fois encore, les jeunes sont évoqués comme un enjeu particulier pour l'avenir de la métropole. Il s'agit de leur offrir toutes leurs chances mais aussi de savoir les garder en région parisienne : c'est le souhait exprimé par beaucoup de parents qui voient leurs enfants obligés de partir ou d'autres qui rechignent à revenir en région parisienne faute d'une qualité de vie suffisante.

Au-delà des lieux de services et de vie, cette aspiration à de vraies villes renvoie aussi à un souci d'efficacité économique. Pour les habitants comme pour les entreprises, le rapprochement des logements et des lieux de travail est fondamental. Si la question de la mixité est centrale, c'est aussi parce que la mobilité entre les territoires métropolitains est devenue difficile.

Les urgences : emploi, transport, logement

L'emploi et l'économie priment dans les préoccupations des habitants. La principale question est de savoir si la métropole va permettre d'améliorer la création d'emploi ou les activités économiques. « Si on a pas de travail, on a pas besoin de transports... Créez des emplois et on trouvera bien le moyen d'y aller ! », dit ainsi un jeune de Champigny-sur-Marne.

Or, les habitants considèrent que la métropole peut aider à créer ces emplois : elle va donner du travail (il faut la construire) et elle peut permettre aux entre-

prises de découvrir la banlieue et de s'y installer. Ils espèrent que si les grandes entreprises s'installent en banlieue elles se rapprocheront des habitants, les connaîtront mieux et qu'ils subiront ainsi moins de discriminations.

La métropole est ainsi perçue comme l'occasion d'un redéploiement des emplois vers la périphérie. C'est un enjeu pour les villes de banlieue. C'est aussi un enjeu de développement économique pour Paris : « Paris ne serait rien sans sa banlieue », dit ainsi un cheminot de Vitry.

Les transports compliquent la vie dans la métropole : les métropolitains attendent une amélioration de leurs conditions de déplacement. Plus écologique, plus durable, ils reviennent souvent comme un levier de la construction métropolitaine, permettant de créer du lien entre les habitants des différents territoires. Ils ont surtout des conséquences importantes sur les opportunités de formation ou d'emploi et sur la vie de famille au quotidien.

L'exemple de Paris retient les attentions : d'abord parce que même si la ville est très bien desservie, c'est l'un des endroits vers lesquels il est malgré tout compliqué de se déplacer à cause des embouteillages ou des trains bondés. Il y a aussi l'image d'une ville privilégiée, où les transports sont faciles car elle offre une grande variété de solutions de déplacements.

La question du logement, enfin, préoccupe les métropolitains. Il y a d'abord la question d'avoir un toit, mais au-delà, c'est la possibilité de rester vivre dans la métropole qui est en question. Les habitants actuels ont-ils et auront-ils, la possibilité de choisir où ils veulent vivre et de rester là où ils vivent ? Cela vaut pour les habitants de Paris mais aussi pour un grand nombre d'habitants qui ont parfois déjà dû quitter un endroit où ils habitaient (Paris ou une banlieue plus huppée que la leur).

De ce point de vue, le Grand Paris est ambivalent ; à la fois une menace et une opportunité. L'arrivée des transports nourrit des espoirs et une crainte.

Les Franciliens perçoivent les perspectives qu'ouvre le Grand Paris pour le territoire : cette montée des prix permettra d'investir et d'embellir leurs villes. Ambitieux pour eux et pour leur territoire, le Grand Paris est pour beaucoup une perspective d'amélioration à la fois du cadre de vie et de leur patrimoine personnel. De nombreux habitants se projettent d'ailleurs dans une perspective intergénérationnelle : ils ont bien compris que le Grand Paris allait entraîner une valorisation foncière importante dans leur ville.

En même temps, si les prix immobiliers augmentent trop, cela poussera les habitants à partir... Du fait des

tensions sur le marché du logement, chaque bonne nouvelle sur les transports est donc en même temps une menace pour les habitants.

Cette tension entre deux avenir possibles place la question des jeunes au cœur du débat: pour l'ensemble des personnes rencontrées, au final, c'est pour eux qu'il s'agit de construire cette métropole.

Cette situation rend d'autant plus difficile à accepter l'incertitude dans laquelle sont les habitants quant à savoir « qui décide de cet avenir » et s'ils auront leur mot à dire.

Qui décide de quoi ?

Sans même être abordée explicitement, la gouvernance est sous-jacente dans tous les propos: les questions de qualité de vie, de solidarité entre les territoires, de nécessité d'agir, etc., emportent des conséquences fortes en terme institutionnels ou opérationnels dont les habitants sont particulièrement conscients. La question qui les intéresse au premier chef est « dans quelle métropole voulons-nous vivre ensemble? », ou encore « pour qui cette métropole sera-t-elle construite? »: elle emporte immédiatement des conséquences sur « qui décide ».

Lorsque les habitants abordent « qui gouverne dans la métropole », la question démocratique domine celle des institutions. Les habitants formulent une très grande attente et appellent les élus à trouver les moyens de changer les choses. Mais si les habitants ont largement réaffirmé leur confiance dans leurs élus, ils craignent d'être exclus de la construction de la métropole: ils demandent des garanties sur la prise en considération de ce qu'ils diront.

Clarifier le système est nécessaire, mais est-ce que ce sera possible ?

Les habitants rencontrés témoignent tous d'une confusion profonde devant la complexité du système institutionnel qui gouverne la métropole. Ils ne savent plus qui est responsable des décisions qui engagent leur vie au quotidien et leur avenir. Conscients qu'aux strates administratives s'ajoutent encore tous les acteurs publics et privés intervenant dans la vie de la métropole, certains soulignent que, même parmi les décideurs, peu de gens sont sans doute capables de s'y retrouver: l'idée prévaut que ce système est trop complexe pour être efficace. Ils citent l'enchevêtrement des institutions et des intervenants pour chaque politique spécialisée, et reviennent en particulier sur la question des transports. « Ce qui me frappe quand je rentre dans un métro ou dans un bus, c'est le nombre

de logos qu'il y a dessus, il y a RATP, il y a SNCF, il y a STIF, parfois il y a Véolia... ça veut dire qu'on ne sait plus trop qui gère quoi », remarque un habitant de Saint-Germain-en-Laye.

Les gens pointent le fait que simplifier le système ne peut pas être une affaire simple qui se fera en une fois. Ils sont prêts à engager un travail de long terme.

Les intérêts, voire les égoïsmes locaux sont clairement identifiés comme des obstacles à cette construction et les habitants demandent d'ailleurs à leurs élus qu'ils aient du courage et sachent prendre les risques nécessaires. La question du projet collectif est donc primordiale et sa construction ne doit pas se faire sans eux.

Dans l'attente d'un système qui puisse marier la dynamisation de leur territoire et le bon équilibre de la métropole, ils posent le problème du périmètre et la question de l'articulation entre les territoires et entre les échelles.

Concernant le périmètre, la création d'un hypothétique nouveau niveau de décision fait naître des interrogations en termes d'efficacité, de coût mais aussi de légitimité par rapport à la région Île-de-France, dont les contours sont ressentis comme assez proches de ceux de la métropole.

Se pose aussi la question de l'articulation des institutions et du caractère démocratique de la démarche, pour éviter que ce ne soit qu'un ensemble d'arrangements entre élus et experts.

Concernant les modalités pratiques d'organisation institutionnelle, les avis divergent ainsi entre ceux qui considèrent qu'un seul élu devrait décider et ceux qui pensent que la décision devrait être collégiale (« il faudrait faire un G20 de la métropole », dit un des habitants). Mais les habitants se retrouvent sur la confusion actuelle et font part d'une exigence de plus de démocratie.

Au-delà, les citoyens posent enfin la question de l'articulation des échelles. Une nouvelle organisation métropolitaine doit permettre de mieux traiter à la fois les problèmes métropolitains et les problèmes locaux. Le rôle des maires est ainsi discuté: si les habitants considèrent qu'ils ont de moins en moins de pouvoir pour réellement changer leur territoire, ils restent des relais incontournables pour écouter et relayer la parole des habitants.

“Les intérêts, voire les égoïsmes locaux sont clairement identifiés comme des obstacles à cette construction et les habitants demandent d'ailleurs à leurs élus qu'ils aient du courage et sachent prendre les risques nécessaires. La question du projet collectif est donc primordiale et sa construction ne doit pas se faire sans eux.”



Crédit photo : LuanaRigolli-Fotolia.com

L'exemple de Paris retient les attentions : d'abord parce que même si la ville est très bien desservie, c'est l'un des endroits vers lesquels il est malgré tout compliqué de se déplacer à cause des embouteillages ou des trains bondés. Il y a aussi l'image d'une ville privilégiée, où les transports sont faciles car elle offre une grande variété de solutions de déplacements.

Au-delà des maires, la question du pouvoir des politiques est posée ; les élus semblent impuissants à maîtriser le logement, le commerce, à trouver du travail pour les jeunes, etc. Les habitants se demandent s'ils ont la maîtrise de leur territoire.

Les élus ne pourront y arriver seul, besoin des citoyens

La question que posent les habitants est démocratique : est-ce que les politiques ont encore du pouvoir pour changer les choses et est-ce que les habitants auront leur mot à dire ?

Interrogés spécifiquement sur « qui doit décider ? », les habitants expriment, en préalable à tous leurs propos, une très forte demande d'écoute. Cela ne signifie pas qu'ils souhaitent décider à la place des élus, ils attendent même d'eux qu'ils exercent leurs fonctions et qu'ils prennent leurs décisions avec courage.

Ils demandent seulement que leur avis soit pris en considération. Derrière cette demande, il y a un rappel poli aux fondements de la démocratie, mais il y a aussi le sentiment que, compte tenu de la situation, les élus ne pourront pas y arriver seuls : ils ont besoin des citoyens pour peser face aux puissantes logiques auxquelles les territoires sont confrontés. Les habitants disent aux élus que les associer est un gage de réussite du projet métropolitain. Cela peut permettre aux élus

de prendre des décisions plus facilement, et d'extraire aussi les grands choix des seuls calendriers électoraux.

Les habitants s'inscrivent donc assez naturellement dans un processus. Ils savent que ce sera long et que le travail nécessitera de copérer les uns avec les autres, mais que c'est la seule façon d'avancer. Cela suppose toutefois de trouver les leviers entretenant un souffle démocratique de la métropole dans tous les territoires. Les débats du Grand Paris Express, puis ceux de Paris Métropole ont montré l'appétit des Grands Parisiens pour débattre ouvertement de l'avenir de leur territoire. La métropole ne peut exister que par un Grand Paris Express et des grands équipements sportifs et culturels : il manque encore le grand rite démocratique rassemblant tous les habitants de la métropole.

F. G.

1. Cet article se nourrit d'enquêtes locales menées entre décembre 2011 et février 2013 à Argenteuil, Bobigny, Chelles, Achères, Sceaux, Champigny-sur-Marne, Saint-Germain-en-Laye et Paris. Elles ont permis d'interviewer longuement 640 personnes issues d'échantillons représentatifs de chaque territoire et de rencontrer plusieurs milliers de personnes pour échanger sur leur vision de leur ville et de son avenir. Une enquête spécifique sur le Grand Paris, menée pour Paris Métropole à l'automne 2012, a par ailleurs permis d'interviewer un échantillon représentatif de 83 métropolitains, puis de rencontrer 3 000 personnes à l'occasion de 23 réunions publiques.